

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE



### Du nouveau dans votre espace « Gérer mes biens immobiliers » sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr)

**Vous êtes propriétaire d'un logement ? Notre service en ligne s'enrichit pour vous permettre de vous conformer à la loi et déclarer les occupants de vos biens à usage d'habitation avant le 30 juin.**

En 2023, des évolutions majeures interviennent en matière de fiscalité directe locale. La taxe d'habitation est supprimée pour toutes les résidences principales et tous les contribuables.

La taxe d'habitation reste applicable aux autres locaux, notamment les résidences secondaires. Il en va de même de la taxation des locaux vacants. Dans ce cadre, afin d'identifier les locaux qui demeurent taxables, la loi de finances pour 2020 a mis en place une nouvelle disposition déclarative à destination de l'ensemble des propriétaires (personnes physiques et personnes morales).

Ceux-ci devront, pour chacun de leurs locaux, nous indiquer à quel titre ils les occupent et, quand ils ne les occupent pas eux-mêmes, l'identité des occupants et la période d'occupation (situation au 1<sup>er</sup> janvier 2023). Les contribuables auront **jusqu'au 30 juin 2023** pour le faire. Ensuite, seul un changement de situation nécessitera une nouvelle déclaration.

Cette déclaration est désormais ouverte et accessible depuis notre service en ligne « Gérer mes biens immobiliers » à partir de l'espace sécurisé d'[impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr). Pour faciliter cette nouvelle démarche déclarative, les données d'occupation connues de nos services seront pré-affichées.



**Vous êtes propriétaire d'une résidence principale ?  
D'une résidence secondaire ?  
D'un bien locatif ?**

Depuis janvier 2023, chaque propriétaire doit renseigner qui habite dans sa ou ses propriétés via **Gérer mes biens immobiliers** sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr)\*

TOUT SAVOIR SUR GÉRER MES BIENS IMMOBILIERS  
<https://www.impots.gouv.fr>

\* Les propriétaires ont jusqu'au 30 juin 2023 pour réaliser leurs déclarations.

**Au plan national, ce sont 34 millions de propriétaires qui sont concernés par cette nouvelle déclaration pour 73 millions de locaux.**